



REPRESENTATION PERMANENTE DE LA FRANCE
AUPRES DE L'UNION EUROPEENNE

SERVICE DE LA JUSTICE
ET DES AFFAIRES INTERIEURES

Bruxelles, le 12 juin 2018


Le Chef du service de la justice et des affaires intérieures
à
Monsieur le Secrétaire général de la Commission européenne

Objet : notification relative à la directive 2014/41/UE concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale.

Réf. : 2018-1370249-JUD 672

P.J. : Réponse des autorités françaises

Vous trouverez ci-joint la notification des autorités françaises relative à la directive 2014/41/UE concernant la décision d'enquête européenne.



JEAN MAFART

Paris, le 11 juin 2018,

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

Objet : Notification relative à la directive 2014/41/UE concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale.

Il résulte de l'article 34, paragraphes 3 et 4, de la directive 2014/41/UE relative à la décision d'enquête européenne que les conventions ou accords bilatéraux ou multilatéraux conclus avec d'autres États membres, permettant de renforcer les objectifs de la directive et contribuant à simplifier ou à faciliter davantage les procédures d'obtention de preuves, que les États membres souhaitent continuer d'appliquer, doivent être notifiés à la Commission.

En complément de la note du 5 mai 2017 et en application de la disposition susvisée, les autorités françaises notifient à la Commission européenne, à titre de clarification, qu'elles continuent d'appliquer en toutes leurs stipulations les instruments bilatéraux et multilatéraux existants de coopération entre les autorités de police et de douane, conclus avec d'autres États membres de l'Union européenne. En effet, ces instruments ne sont pas affectés par la directive 2014/41/UE, dont le champ d'application concerne la coopération judiciaire en matière pénale.
